

CONSEIL D'ETAT
COUR DE CASSATION
COUR DES COMPTES

RENTREE JUDICIAIRE 2018 – 2019
DES COURS ET TRIBUNAUX
DU BURKINA FASO

T H E M E :

*LA RESPONSABILITE POUR FAUTE ET LA
RESPONSABILITE SANS FAUTE DE L'ETAT*

.....

Discours du Premier Président du Conseil d'Etat

Ouagadougou, le 1^{er} Octobre 2018.

**Excellence Monsieur le Président du Faso,
Président du Conseil des Ministres ;**

**Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du
Gouvernement ;**

**Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée
Nationale ;**

**Monsieur le Président du Conseil
Constitutionnel**

**Excellence Messieurs les Anciens Chefs d'Etat du
Burkina Faso ;**

**Mesdames et messieurs les Présidents
d'Institutions**

**Monsieur le Ministre de la Justice, des Droits
Humains et de la Promotion Civique, Garde des
Sceaux ;**

**Mesdames et Messieurs les membres du
Gouvernement ;**

Monsieur le Chef d'Etat Major Général des Armées ;

Mesdames et Messieurs les Anciens Ministres de la Justice ;

Mesdames et Messieurs les Anciens Chefs des Hautes Juridictions ;

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques ;

Mesdames et messieurs les Représentants des Organisations Internationales et Interafricaines ;

Mesdames et messieurs les Membres du bureau et les Présidents des Commissions Générales de l'Assemblée Nationale ;

Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil Constitutionnel ;

Honorables Députés à l'Assemblée Nationale ;

Mesdames et messieurs les Chefs des Cours et Tribunaux ;

Autorités politiques, Administratives, Militaires, Paramilitaires, Coutumières et Religieuses ;

Monsieur le Gouverneur de la Région du Centre ;

Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ;

Madame la Présidente de l'Ordre des Notaires ;

Madame la Présidente de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice ;

Mesdames et messieurs les Greffiers, personnel des Cours et tribunaux ;

Mesdames et messieurs les Présidents des Partis Politiques légalement reconnus ;

Distingués invités ;

Mesdames et messieurs les membres des organes de presse ;

Mesdames et messieurs.

Excellence monsieur le Président du Faso, garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire, l'ensemble de la famille judiciaire vous souhaite la bienvenue et vous remercie d'avoir accepté de lui consacrer encore un peu de votre temps que nous savons, tous, très précieux en ce moment si sensible de notre histoire où l'actualité nous rappelle sans cesse le phénomène du terrorisme et de l'extrémisme violent auxquels notre pays est confronté.

Mais vous avez su, avec le soutien multiforme des burkinabè, engager et accélérer une lutte implacable pour l'éradication totale de ce fléau dans notre pays et dans laquelle nos vaillants forces de défenses et de sécurité ont déjà consenti un lourd sacrifice, nous leur manifestons notre profonde reconnaissance.

La traditionnelle rentrée solennelle d'aujourd'hui nous donne l'occasion d'exhorter l'ensemble des acteurs de la chaîne judiciaire à relever les nombreux défis qui se présentent à l'institution judiciaire au seuil de cette nouvelle année.

Le brillant exposé que nous venons d'entendre en dit long sur le thème de la présente rentrée judiciaire.

Il semble avoir exploré la quasi-totalité de l'univers de la responsabilité de l'Etat.

Il nous apprend d'entrée que le fondement générique de droit commun de toute responsabilité humaine a été bien conçu et clairement énoncé à l'article 1382 du code civil (c.civ.) aux termes duquel « tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

L'homme au sens de la disposition législative sus-énoncée, c'est aussi l'Etat, soit une personne morale publique et de droit public car l'Etat est bel et bien représenté par des personnes physiques dont :

En première ligne les dépositaires des trois pouvoirs constitutionnels : membres du gouvernement, ceux de l'assemblée Nationale, magistrats et juges exerçant le pouvoir judiciaire ;

En seconde ligne, les autorités administratives : gouverneurs des régions, hauts commissaires des provinces, préfets des départements, maires des communes tant urbaines que rurales ;

Au troisième rang les fonctionnaires et agents publics de l'Etat autres que les personnalités et autorités susvisées, auxquels il y'a lieu d'adjoindre

les contractuels et autres concessionnaires de travaux ou services publics.

Ainsi largement représenté, l'Etat dans l'impossibilité matérielle et morale de se soustraire à toute responsabilité, s'est au moins assuré un privilège de juridiction en créant le juge administratif appelé à connaître des actions en responsabilité auxquelles il (l'Etat) est partie.

C'est d'ailleurs le Conseil d'Etat, pionnier et chef de file des tribunaux administratifs, qui a progressivement établi les principes directeurs contemporains de la responsabilité de l'Etat et défini au fur et à mesure les domaines de compétence du juge administratif.

De nos jours au Burkina Faso, avec la création de nombreux tribunaux administratifs (par fusion avec les tribunaux de grande instance) les justiciables sont de plus en plus bien informés de la possibilité de mettre en jeu la responsabilité de l'Etat. C'est un constat que le contentieux de la fonction publique et les recours en annulation des actes des autorités administratives faisant grief connaissent un essor remarquable.

Dans des circonstances exceptionnelles rendant impossible ou inopérante la saisine du juge national, il peut en être référé à une juridiction internationale ou communautaire.

Excellence monsieur le Président du Faso, chers invités, le thème de la rentrée judiciaire qui vient d'être développé « La responsabilité pour faute et la responsabilité sans faute de l'Etat » est un principe institué, comme on l'a dit, par le juge administratif au profit des administrés victimes des agissements de l'administration publique en vue de mieux les indemniser lorsque cette administration leur fait supporter des charges ou fait courir des risques exceptionnels pour des raisons de service public et d'intérêt général.

Ces indemnisations sont souvent accordées aux collaborateurs occasionnels du service public ou à des tiers victimes d'accidents de travaux publics ou encore pour l'usage des méthodes dangereuses par l'Administration publique tel que le dépôt d'explosifs.

La responsabilité sans faute de l'Etat peut aussi être engagée au profit des victimes du seul fait des

rassemblements et des attroupements comme à l'occasion des grèves.

Le souci du juge administratif est ici de rétablir l'équilibre, l'égalité de tous devant les charges publiques et pour la consolidation de l'Etat du droit dans notre pays.

Le montant des indemnités déjà versées par l'Etat à la suite des condamnations des juridictions administratives courant l'année judiciaire 2017-2018 s'élève à plus de huit milliards de francs CFA.

Rappelons que depuis la tenue des états généraux de la justice, de nombreux efforts ont été consentis par l'Etat pour permettre à la justice de jouir d'une véritable indépendance.

Ainsi l'amélioration des conditions de vie et de travail est venue renforcer la réalisation de cette indispensable quête d'une justice libre et indépendante.

Ce processus de normalisation doit cependant se faire avec patience et surtout dans le respect des règles de droit.

Pour cela tous les acteurs de la justice doivent travailler de façon continue et inlassable à

renforcer la crédibilité et la confiance des citoyens vis-à-vis de la justice.

Avant de terminer, nous réitérons nos remerciements à nos distingués invités pour avoir honoré par leur présence effective la solennité de cette rentrée judiciaire.

Sur ce, monsieur le Commissaire du gouvernement avez-vous d'autres réquisitions ?

Vous n'avez pas de réquisitions.

Mesdames et messieurs, l'audience solennelle est donc levée.